

CIBLE

Affaires

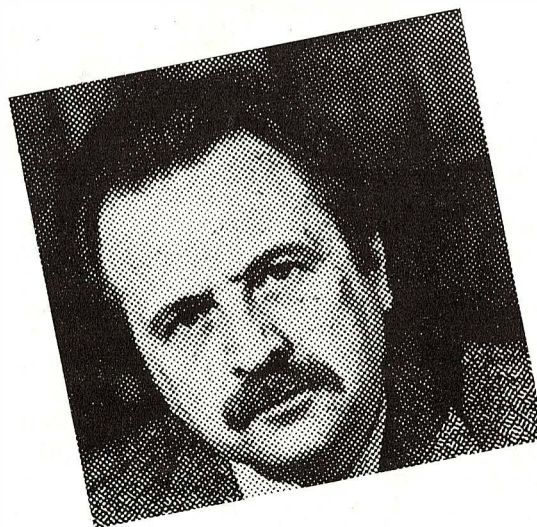
La bonne nouvelle annoncée par Michel Rocard s'est vite transformée en vilaine rumeur, aujourd'hui confirmée: l'accord passé entre Péchiney et une société américaine a été divulgué, et des initiés ont réalisé d'énormes plus-values boursières. Une enquête est ouverte sur les heureux bénéficiaires, parmi lesquels se trouvent des proches de l'Elysée.

Pierre Bérégovoy a mal réagi en évoquant la possibilité d'un complot, parce que ce type d'explication révèle toujours une faiblesse ou une faute que l'on veut cacher: on ne parle de complot que lorsqu'on peut mettre toutes les preuves sur la table, sinon on se garde de suggérer quoi que ce soit.

Il est possible que ce coup de bourse ait été un coup de chance, ce qui serait légal, mais pas justifiable pour autant. Mais s'il y a eu délit, la pire politique serait celle du silence, propice à toutes les calomnies. Il faudrait trancher très vite, car il serait intolérable qu'un pouvoir inspiré par l'idée socialiste se laisse compromettre par des spéculateurs malhonnêtes.

A Régis Debray

Lettre à un républicain



Perspective

**Les Russes et
L'Afghanistan**

(p. 6-7)

Actuel

**Royalistes
à l'affiche**

(p. 3,8,10)

M 2242 - 507 - 12,00 F



Charles

La popularité d'un futur roi

Qui s'en étonnerait, la monarchie britannique a été une fois encore plébiscitée par nos voisins; plus de 80% des Anglais interrogés par l'Institut Gallup avouent préférer un monarque héréditaire à un chef d'Etat élu. Au rang des sentiments que leur inspire la Famille royale, ils citent volontiers le respect (50%), ou l'admiration (20%), et reconnaissent à 92% que «la Famille royale représente le pays dans le Royaume-Uni et à l'étranger», qu'«elle est un exemple de patriotisme» (86%) ou «un facteur d'unité» (82%).

Comme le souligne l'éditorialiste du *Daily Telegraph*, Hugh Montgomery-Massingberg, «jamais depuis ces cent-cinquante dernières années, la monarchie britannique n'aura été aussi forte et populaire». L'année dernière, seulement 77% des Britanniques se déclaraient inconditionnels du système monarchique. Pour quelles raisons, la cote de popularité de la Famille royale a-t-elle ainsi progressé ?

La principale raison qui apparaît au vu de ce sondage, tient en un seul nom: Charles, prince de Galles. Naguère considéré comme un benêt ou un falot, le futur roi est sans nul

Dans son édition du 28 décembre dernier, le *Daily Telegraph* publiait le sondage annuel sur la cote d'amour - outre-Manche - de la Famille royale. Etonnant ! 82% des Britanniques se déclarent ardents partisans de la monarchie. Mais, fait nouveau, ils sont 59% à souhaiter que Charles, personnalité émergente de la Famille royale, monte rapidement sur le trône.



doute la personnalité marquante de l'année 1988. De tous les membres de la Famille royale, il est le plus populaire, avec 21% des suffrages, devant sa grand-mère la Reine-mère (19%), Lady Di ne venant qu'en quatrième position (12%) juste devant la Reine, bonne cinquième avec 11% des opinions. Au chapitre des qualificatifs qui correspondent le mieux aux différents membres de la Famille royale, le prince Charles est considéré comme un «intellectuel» (33%),

Diana comme «à la mode» (51%), la Reine-mère «charmante» (56%) et la Reine «attentionnée» (31%).

Enfin, lorsqu'on demande aux Britanniques s'ils souhaitent que «la reine prenne une retraite méritée et laisse la place au prince Charles avant qu'il ne devienne trop âgé», ils sont 59% à répondre oui. Un souhait qui ne saurait être bien compris que si l'on observe que 58% des Anglais jugent leur reine trop effacée, alors qu'ils sont 64% à

penser que le prince Charles a raison de s'exprimer comme il le fait sur les questions d'intérêt général: architecture, environnement, arts, éducation ou famille...

Que faut-il en penser ? D'une part, les Anglais ne souhaitent pas voir le prince Charles monter sur le trône à un âge canonique comme son grand-père Edouard VII à 60 ans. D'autre part, en pleine mutation économique et sociale, la société britannique aspire à un pouvoir monarchique plus actif, plus présent, prenant plus nettement position. Le prince Charles a compris cette exigence. Roi, outrepasserait-il la sacro-sainte règle de Walter Bagehot («le droit d'être consulté, d'encourager et de mettre en garde...») vis-à-vis du Premier ministre ?

Alors, bientôt l'abdication de la reine ? Rien n'est moins sûr ! La monarchie anglaise n'est pas un métier mais une charge héréditaire, elle est sacrale; le souverain ne prend pas sa retraite comme n'importe quel fonctionnaire. Quoi qu'il en soit, à l'aube de l'an 2000, les Anglais se tournent avec espoir vers la plus vivante de leurs traditions, la monarchie.

François DELAGE

royaliste

SOMMAIRE: p.2: La popularité d'un futur Roi - p.3: Quelques imbéciles - Les vœux du Président - p.4: La fin de l'après-guerre - p.5: Marseille et la Méditerranée - p.6/7: Actualité de l'Afghanistan - p.8: Stéphane, Yvon et Bébert - p.9: A propos de l'égalité - p.10: La table tournante - Le secret du Dr Bougrat - p.11: Action royaliste - p.12: Lettre ouverte à Régis Debray

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Immigrés

Les vœux du Président

Il n'y a pas de meilleure manière de célébrer le bicentenaire de 1789 que de développer les droits de l'homme.



A plusieurs reprises et sous diverses formes, nous nous étions étonnés, au cours du dernier trimestre, du silence que le gouvernement s'obstinait à conserver sur les questions qui concernent l'immigration et l'intégration de ceux qui en ont le désir.

Dicté par la « prudence », ce silence était un mauvais choix, d'abord parce qu'il recouvrait des injustices graves provoquées par l'application et par les interprétations administratives de la loi Pasqua, ensuite parce que, dans l'intention de ne pas réveiller une extrême-droite déclinante, le gouvernement lui reconnaissait en fait un pouvoir considérable de neutralisation. A cette mauvaise tactique s'ajoutaient évidemment des calculs électoraux puisqu'on assurait officieusement que la question de l'immigration serait abordée après les municipales.

On sait que le président de la République a décidé de tirer Matignon de sa léthargie le 31 décembre et que les ministres concernés - Claude Evin notamment - se sont empressés d'annoncer des mesures d'urgence, en attendant que le Parlement adopte de nouvelles dispositions législatives. Nous reviendrons bien sûr sur les projets du gouvernement, qui ne

nous dispensent pas de participer aux campagnes menées par la Ligue des Droits de l'homme et par SOS Racisme. Dans l'immédiat, trois observations générales peuvent être faites :

- Il est clair que le président de la République laisse au gouvernement la conduite de la politique de la nation. Encore faut-il que cette politique existe, et qu'elle ne se réduise pas à une gestion timide au cas par cas. Garant de la justice sociale, le président est pleinement dans son rôle lorsqu'il décide, dans la fidélité à son projet politique, de donner une impulsion.

- Nul ne peut prétendre que l'impulsion donnée favorise le parti socialiste qui, comme le gouvernement, aurait préféré attendre que les élections municipales soient passées pour agir selon ses convictions.

- En inscrivant la question de l'immigration dans l'actualité des droits de l'homme, François Mitterrand indique que le bicentenaire ne doit pas être une célébration passéiste, par laquelle chacun se donnerait bonne conscience en dénonçant vertueusement les injustices du passé.

Est-il besoin de dire que, sur ces trois points, nos vœux sont exaucés ?

Annette DELRANCK

Violences

Quelques imbéciles

La colère des imbéciles envahit le monde, disait Bernanos. Comme lui, il faut sans relâche la dénoncer et y résister.

A la télévision, à la radio, dans la presse écrite, la Nouvelle Action royaliste a immédiatement condamné l'agression commise contre Hélène Delavault par quelques extrémistes aux cris de « Vive le roi ». Qu'on ne se méprenne pas : cette réaction n'est pas inspirée par le souci d'éviter une confusion entre notre action politique et cette violence imbécile. Elle tient à l'acte lui-même, et au fait qu'il contredit l'idée royaliste et tend à la disqualifier.

L'acte. Il consiste à brutaliser une femme, évidemment pas protégée, parce qu'elle interprète des chants historiques. Cela s'appelle « mettre la violence au service de la raison » (Maurras). Cette raison violente entend donc démontrer que les « royalistes » sont des ennemis de la liberté d'expression, qui se manifestent en attaquant une artiste sans défense. Les mêmes raisonneurs nous parleront ensuite des valeurs de la France éternelle. Qui les croira ?

Mettre la violence au service de la raison, c'est très exactement le programme du pouvoir, dans la phase terroriste de la Révolution. Les prétendus

défenseurs du roi n'ont pas songé un instant qu'ils se situaient, très exactement, dans cette logique de la Terreur qu'ils dénoncent avec indignation. Ce faisant, ils justifient, et espèrent, une réplique identique. Comme les républicains d'autrefois, ces prétendus royalistes ne peuvent vivre sans ennemis.

Cette « doctrine » et cette attitude politiques sont évidemment en contradiction avec les principes mêmes de la monarchie : la paix civile, l'unité du pays, le droit de chacun à la sûreté sont systématiquement méconnus et reniés. Ces têtes folles soutiendront que le royalisme n'est pas la monarchie. Certes. Mais que vaut un royalisme qui porte atteinte à l'idée même de la monarchie ?

A cette question, le comte de Paris a apporté une réponse aussi brève que définitive : ce royalisme ne vaut rien, il n'est pas digne de la tradition à laquelle il prétend se référer. Après ce désaveu, qui oserait persévérer dans l'extrémisme et la violence ?

Sylvie FERNOY

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Chrysanthèmes

La vraie fin de l'après-guerre

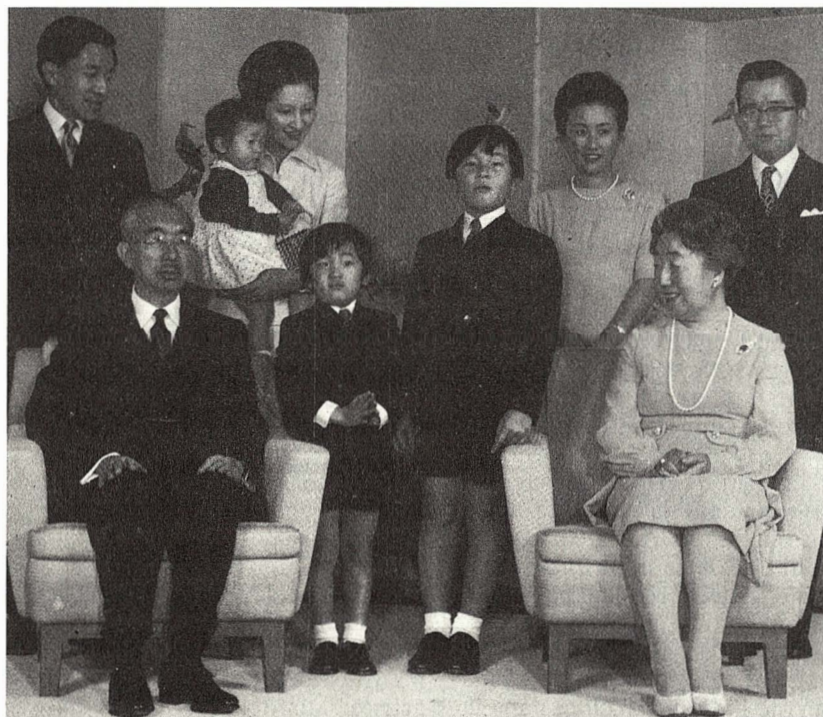
La monarchie japonaise se caractérise, depuis 1947, par l'affirmation de la souveraineté populaire et le rôle symbolique d'un Empereur désacralisé, représentant l'unité du pays. Selon la constitution, l'Empereur dispose de prérogatives réduites: il promulgue les lois et les décrets ou atteste certaines nominations. Il s'agit d'actes limitatifs pour lesquels l'Empereur n'exerce aucune responsabilité (2).

Toutefois, l'Empereur est amené à exercer un rôle dans le cadre d'actes privés (discours du Trône, contacts avec l'étranger, voyages dans les provinces). De plus, depuis la fin de la guerre, plusieurs signes indiquent la rémanence d'une légitimité impériale malgré le transfert de souveraineté au peuple: d'abord, le maintien de certains symboles comme le drapeau ou l'hymne national (en fait, un hymne à l'Empereur); ensuite, la confirmation par la loi de la datation en ères épousant le règne des empereurs (ainsi, l'ère showa a commencé en 1926 à l'avènement de Hiro-Hito et se termine à sa disparition); enfin, la reconstitution de liens spéciaux entre l'Empereur et ce qui tient lieu de forces armées.

Par ailleurs, le maintien au pouvoir d'une équipe conservatrice (le Parti libéral-démocrate) depuis la fin de la guerre, n'est pas sans conséquences: le gouvernement constitutionnellement laïque, a ainsi tenté de renouer avec certains rites shinto (à l'origine de la sacralisation de l'Empereur) lors de manifestations officielles comme des inaugurations ou des funérailles. Il a également réactivé certaines cérémonies à la gloire de la monarchie comme la fête de la fondation de la nation (11 février) ou le jubilé de l'Empereur.

De même, l'institution im-

Hiro-Hito, à l'image de l'économie japonaise, a accumulé les records: sa propre longévité (87 ans) d'abord, la durée de son règne (63 ans) ensuite, et enfin les rebondissements de ce dernier, avec la guerre, la défaite, la perte de la souveraineté impériale et le miracle économique.



périale est reconstruite progressivement dans le système éducatif (instruction civique, histoire, mythologie) dans la mesure où la Maison impériale apparaît comme un centre moral pour la nation.

Mais quelle est réellement la place de l'institution impériale dans la société japonaise contemporaine? Si l'on en croit les sondages dont les Japonais sont si friands, 80% d'entre eux se satisfont de la monarchie sous sa forme actuelle. Toutefois, malgré le zèle de l'extrême-droite qui veille farouchement à ce qu'on ne critique pas l'Empereur, et les efforts de l'Agence de la Maison impériale pour «revedettiser» la famille impériale (sans pour autant tomber dans le syndrome

monégasque), le taux de popularité de l'Empereur s'est un peu dégradé avec le temps et, surtout, le nombre de Japonais «indifférents» a augmenté (40% dans l'ensemble, dont 60% chez les moins de 25 ans).

La mort de Hiro-Hito va-t-elle provoquer un changement quelconque? Il paraît improbable que l'institution monarchique elle-même, soit remise en question. Les Japonais sont d'abord conscients des avantages inhérents à toute monarchie. D'abord: la continuité. Car le Japon vit une culture de fragilité (souvenir des guerres civiles et des catastrophes naturelles) et aspire à la permanence. De plus la croissance forcée de l'économie a fragilisé le tissu social et pro-

voqué en retour des mécanismes de stabilisation. Ensuite, entre autres grâce à sa neutralité, l'Empereur se trouve lié utilement au processus de décision politique: les décisions étant le fruit de conflits ou d'oppositions, il les transforme par sa simple attestation, en fruit de la volonté générale. Enfin, dans leur quête d'identité vis-à-vis des modèles extérieurs, les Japonais voient dans leur empereur l'incarnation d'une certaine unanimité et d'une communauté de destin. La symbolique patriarcale, la transcendance, voire une perception religieuse de l'Empire leur semble un plus nécessaire.

Cependant, l'éclipse de Hiro-Hito (3) constitue véritablement la fin de l'après-guerre. Si l'empereur défunt a su réaliser la transition entre la monarchie absolue et la monarchie démocratique, son fils, Aki-Hito, devra donner consistance à la monarchie symbole. Le nouvel empereur connaîtra sans doute le réveil des inhibitions accumulées du vivant de son père: d'abord le rôle militaire du Japon, dans son passé et dans le monde d'aujourd'hui; ensuite, les tendances à une révision de la constitution «octroyée» par Mac Arthur.

Christian MORY

(1) Pour la genèse du système impérial, on pourra se reporter à «Cité» n°16: «Comprendre le Japon», prix franco: 35 F.

(2) La modestie du rôle de l'Empereur apparaît également dans le calcul des économistes qui ont estimé à 5 francs par an et par habitant le coût de l'institution impériale.

(3) Dans le langage impérial, l'Empereur, fils du Soleil, ne meurt pas: il s'éclipse.

**Aidez-nous :
Adhérez !**

Capitales

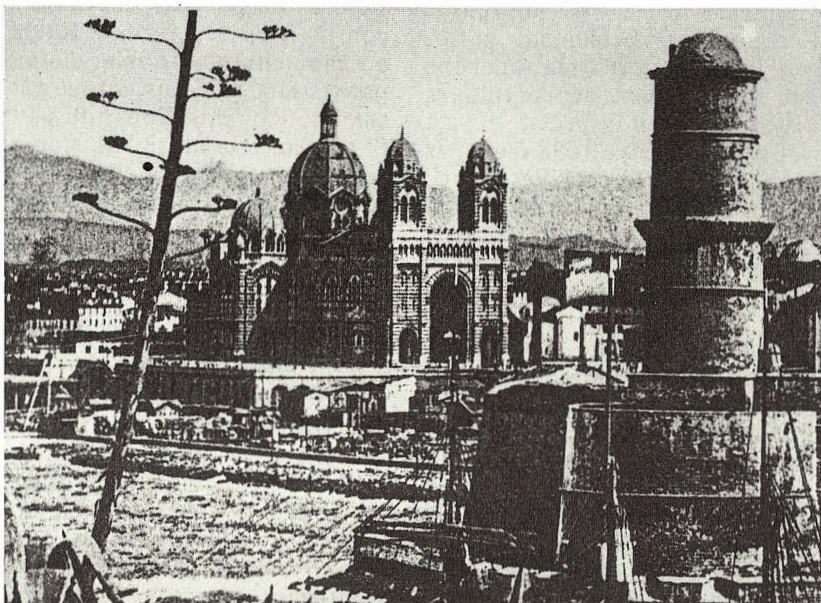
Marseille et la Méditerranée

Les dernières élections nous avaient révélé un danger sur deux de nos frontières, deux voies d'eau au propre et au figuré dans la nation: Marseille et Strasbourg, deux des plus forts pourcentages du vote Le Pen. Ce n'est pas un hasard si le président de la République a choisi la seconde pour présenter ses vœux à la nation et s'il avait la première en pensée en centrant son propos sur le problème de l'immigration. Or, qu'on le veuille ou non, notre géographie nationale est intimement liée à notre géopolitique extérieure. Historiquement, l'est et le nord ont prévalu sur l'ouest et le sud sous le coup de considérations internationales multiséculaires.

Nous espérons revenir sur le cas de Strasbourg, capitale européenne contestée, dans un prochain article. Pour ce qui est de Marseille, en parler, c'est parler d'abord de la Méditerranée. Le tissu urbain de la ville, le dessin de ses quartiers, le déclin de son centre autour du port, sa crise d'identité, sont en relation directe avec une politique méditerranéenne ou l'absence d'une telle politique.

Il fut un temps où l'on rêvait d'un « jeu de la France en Méditerranée » (1) selon l'expression de Philippe de Saint Robert. C'était l'époque où Khadafi venait de prendre le pouvoir, il y aura vingt ans le 1er septembre 1989. On le voyait sous les traits de Bonaparte. C'était oublier que l'homme était d'abord un homme du Sahara, qu'il tournait le dos à la mer et vivait sous la tente comme le fondateur des Senoussis dont il héritait, qui avait fondé sa capitale dans une oasis tournée vers le sud, vers l'Afrique (Soudan, Tchad, Niger), sur le chemin des caravanes qu'avaient empruntés les conquérants arabes de l'Islam à travers l'Égypte, de l'est vers

Avec les élections municipales, se feront entendre, dans chaque grande ville française, des envolées lyriques sur le rôle international multiséculaire de telle ou telle capitale régionale. Malheureusement le présent est rarement au diapason des fastes, réels ou supposés, du passé. Prenons l'exemple de Marseille.



l'ouest. Bloqué au sud et à l'est ainsi qu'à l'ouest (sauf l'inquiétude du sud tunisien), Khadafi ne pouvait que retomber sur son anti-impérialisme initial et, comme lors du raid de 1986, l'affrontement américano-libyen a plus à voir avec le problème israélo-palestinien et les décisions de l'OLP à Alger qu'avec le prétexte chimique ou la situation en Méditerranée occidentale.

A l'autre extrême politique et géographique du Maghreb, le Maroc n'est pas plus réceptif à l'idée méditerranéenne. Le règlement en cours du conflit sahraoui montre où vont ses préférences. Le Maroc est isolé de la Méditerranée par l'âpre barrière du Rif, hier détaché du Royaume chérifien, aujourd'hui hostile au pouvoir central qui le néglige. Que pèsent ces 400 km de littoral inhospitalier face aux quelques 3000 kms de façade

atlantique où se concentre le Maroc moderne ?

Si le Maroc veut s'associer à l'Europe des douze, ce n'est pas à cause de son volet méditerranéen, mais bien parce qu'il se sent et se veut atlantique et occidental, tout comme prédomine ce côté chez les deux seules nations qui partagent avec lui le privilège d'être baignées par ces deux étendues marines, l'Espagne et la France.

Entre ces deux pôles maghrébins, il est bien difficile de trouver une nouvelle voie pour la Méditerranée française. Historiquement ce n'est d'ailleurs pas du Maghreb mais du Levant qu'est venue la prospérité de la cité phocéenne comme de ses rivales italiennes. Tunis (et d'abord chez saint Louis) et Alger ont été des succédanés du commerce oriental, des moyens d'assurer nos gains avec les ports du Liban ou d'Égypte. Les conflits du Proche-Orient ont mis fin à ces mirages. De ce fait, Alger et Tunis ont perdu de leur importance et Marseille s'est marginalisée.

Tant que les échelles du Levant continueront d'être stérilisées et sauf à voir l'avènement du port turc d'Iskenderum (Alexandrette) au débouché d'un Irak et d'un Iran en voie de reconstruction, la Mare Nostrum ne sera jamais que l'ombre d'elle-même et Marseille aura peu de chances de retrouver la prospérité qui pourrait la réconcilier avec la mer (au lieu de se replier sur une Provence devenue largement mythique) et faire vivre en paix ses habitants, les maghrébins et les autres.

Yves LA MARCK

(1) Auquel a pour mission de réfléchir un « Monsieur Méditerranée », Jacques Huntzinger, ex-délégué aux affaires internationales du P.S., placé depuis septembre dernier auprès du ministre des Affaires étrangères.

la nouvelle action royaliste

sur minitel

**Questionnez,
on vous répond.**

36.15 tapez AGIR*NAR

Actualité de l'Afghanistan

Etrange traité de Genève, signé par l'Union soviétique, le gouvernement de Kaboul, les Etats-Unis et le Pakistan... On sait que ni les Etats-Unis, ni le Pakistan n'ont participé au conflit, alors que la Résistance afghane se trouve exclue de la signature du traité de paix. Certains, pas seulement parmi les Tchèques, ne manqueront pas d'y trouver des parallèles historiques très suspects.

Certes, Genève 1988 n'est pas Munich 1938. Car la Résistance ne laisse pas son combat pour la liberté dépendre d'un soutien d'alliés éventuels, et la nation risque moins d'être « trahie ». Il ne s'agit pas non plus d'une répétition de Yalta - non seulement parce que le pays ne subit aucun partage (comme ce fut le cas en Corée ou au Vietnam) mais surtout parce que les Etats-Unis ont officiellement déclaré qu'ils maintiendraient leur soutien à la Résistance tant que les Soviétiques apporteraient le leur au régime de Kaboul. On pourrait donc affirmer que, du point de vue des relations américano-soviétiques, il s'agit d'un simple accord sur les méthodes et les limites futures de la confrontation sur la question afghane. En déclarant qu'elle va se retirer complètement de l'Afghanistan, l'URSS est obligée de tirer les conséquences de sa défaite militaire dans le « premier tour » du conflit, et les Etats-Unis en prennent acte en lui permettant de s'en sortir sans perdre entièrement la face. Ils parient ainsi sur Gorbatchev, « libéral » à leurs yeux face aux faucons, et pensent que sa position ne devrait pas être affaiblie.

Ce geste n'a rien coûté aux Américains, ni au modjahedins qui n'étaient pas disposés à donner quoi que ce soit. Le véritable cadeau pour Gorbatchev a été le traité entre Kaboul et le Pakistan, et c'est le Pakis-

tan qui en a payé le prix. Car en apposant sa signature à côté de celle du gouvernement de Kaboul il a reconnu de jure, qu'il le veuille ou non, le régime communiste afghan - ce qu'il refusait obstinément de faire depuis des années. De plus, il s'est impliqué par là dans le conflit sous ses formes futures au moment où l'URSS, défaite par les modjahedins, a tout mis sur une « libanisation » du pays. Si ce plan réussit, le Pakistan en sera la première victime. Premièrement, parce que les ethnies pachtoune et baloutche vivent des deux côtés de l'artificielle frontière coloniale. Deuxièmement, parce que des millions de réfugiés afghans vivent sur le sol pakistanais et subissent l'influence des différents partis afghans qui risquent de s'affronter prochainement. Il est donc difficile de nourrir quelque illusion que ce soit quant à la valeur de cette « paix » et, plus encore, d'affirmer que la victoire de la Résistance est définitive. Mais il reste que, pour la première fois au cours de son expansion coloniale, la puissance soviétique a été militairement mise en échec.

La seconde phase du conflit vient de s'ouvrir. Bien entendu,

il n'est écrit nulle part que le scénario soviétique réussira à s'imposer. Mais, si c'était le cas, les soviétiques parviendraient par d'autres moyens aux buts poursuivis lors de leur marche sur Kaboul. Même si le rêve de Pierre le Grand demeure inaccessible, même si le soldat soviétique ne pose pas le pied au bord de l'Océan indien, toute la région ne s'en trouvera pas moins déstabilisée en profondeur et durablement. Si bien qu'après quelques dizaines d'années d'extermination mutuelle, tout le monde sera plein de gratitude si un sauveur soviétique (ou seulement un ennemi des Etats-Unis) y vient rétablir l'ordre. Telles seraient les perspectives auxquelles le Pakistan se trouverait confronté.

Dès lors, pourquoi les Etats-Unis ont-ils fait les concessions soulignées plus haut ? La raison n'est pas dans le prétendu « soutien » au libéralisme gorbatchévien. En fait, les Américains ne pouvaient pas faire autrement à cause de la formidable victoire des Soviétiques dans leur guerre psychologique. On constate en effet que les gens doutent déjà de l'importance et de l'actualité de la guerre afghane alors que celle-ci est loin

Nous sommes heureux d'accueillir dans nos colonnes M. Jan Tesar, historien tchèque exilé à Paris, rédacteur en chef de l'édition tchèque de la revue internationale « Afgansky zapisnik », publiée conjointement par l'Association Solidarnosc-Afghanistan et les éditions Kontakt. Nous présentons sous une forme abrégée l'éditorial du n°2 de la revue, traduit du tchèque par Martin Hybler.



d'être terminée. La guerre psychologique soviétique se fonde sur la «chasse à l'actualité» du business médiatique moderne et sur la perte de mémoire qui l'accompagne.

L'EXPERIENCE AFGHANE

L'expérience afghane comporte pourtant des enseignements tout à fait fondamentaux. Résumons-en quelques-uns:

1) Cette guerre démontre que les plus terribles épreuves de la 2ème guerre mondiale n'ont pas suffi pour que la communauté internationale se donne des mécanismes capables d'en empêcher la reproduction: il est toujours possible de mener contre un petit pays une guerre d'extermination qui, par sa durée et sa brutalité, dépasse de loin toutes les guerres coloniales du passé.

2) Après la seconde guerre mondiale, personne ne doutait de la nécessité de parler des crimes nazis et de créer les obstacles interdisant qu'ils se reproduisent où que ce soit. Cette conviction était généralement reconnue comme fondamentale par toute la communauté humaine. Ainsi pour les Américains, chez qui la guerre du Vietnam (pourtant moins univoque que la guerre hitlérienne ou celle qui ravage l'Afghanistan) a provoqué un traumatisme qu'ils assument tant bien que mal jusqu'à ce jour. Mais la guerre afghane est considérée comme «inactuelle» avant même qu'elle soit terminée - et cette propagande elle-même est un excellent moyen de continuer la guerre sous des formes nouvelles et plus efficaces. Il est faux de croire que l'opinion publique exerce dans le monde contemporain une influence grandissante: c'est la guerre psychologique qui se développe et perfectionne considérablement ses moyens, alors que la force de l'opinion publique indépendante tombe en décadence ainsi que les catégories éthiques qui la fondaient.

3) Le Traité de Genève a été conclu entre une partie belligérante et deux pays neutres. Est-ce là une curiosité de l'histoire diplomatique ? Il s'agit plutôt d'un pas de plus

dans une certaine évolution. Il n'y a pas si longtemps, on «déclarait» encore la guerre. Même Hitler déclara la guerre à la Pologne; ensuite, il est vrai, il simplifia les procédures et attaqua la Yougoslavie en plein temps de paix. Avant que la simple «ouverture des opérations» ne devienne progressivement la coutume, les protagonistes de la guerre de Corée ont encore fait la classique déclaration. Ainsi, le traité de



Panmunjon signifia, au moins pour une part, une paix véritable dans l'ancien sens du mot. Dix ans après, au Vietnam, personne ne perdait plus son temps en formalités de ce genre et le conflit, qui a coûté plus d'un million de victimes, n'était pas officiellement une guerre. C'est aussi une des raisons pour lesquelles le Traité de Paris (1973) a pu être considéré un an plus tard comme un chiffon de papier. Il semble maintenant que, dans cette évolution, l'humanité passe à un stade supérieur: l'une des parties belligérantes dans un conflit qui n'est pas considéré comme une guerre conclut son «traité de paix» (sui generis) avec deux pays neutres. Depuis la seconde guerre mondiale, l'effort juridique s'était concentré sur l'amélioration des normes internationales concernant la guerre. Aujourd'hui, au moment de les appliquer, on répond qu'il n'y a pas de guerre.

4) La guerre peut donc faire fureur sans encombre, parce que la guerre psychologique soviétique a remporté des succès éclatants(...) Il est devenu impossible, à qui veut se défendre

contre l'expansion soviétique, de déclarer formellement la guerre. Personne ne doit énoncer la vérité simple qu'un conflit armé est une guerre. L'empire colonial soviétique s'est étendu à l'époque Brejnev surtout grâce à des moyens «pacifiques». Rien ne permet d'aussi bien comprendre la stratégie et les mécanismes de la guerre psychologique soviétique que l'Afghanistan, les démarches diplomatiques qui y sont liées et

les attitudes des différents partis politiques occidentaux à l'égard de la guerre afghane.

RETOURNEMENT

5) Une tradition affirme que les adversaires en guerre échangent souvent leurs rôles et les idées. Les Soviétiques, jadis maîtres en guérilla anti-nazie, ont repris les méthodes nazies, si monstrueusement efficaces, de la lutte anti-guérilla et les ont perfectionnées par leur propre expérience de la révolution et de la résistance. L'Union soviétique, qui a aidé à la décomposition de l'ancien système colonial, a exploité cette position pour bâtir un empire colonial d'un nouveau type, géré selon les expériences de l'impérialisme ancien, tsariste et anglais, et corrigées par les expériences de leurs adversaires.

6) Une petite nation s'est soulevée contre l'empire colonial soviétique, et la plus forte armée de la planète est sortie battue de la confrontation(...) L'exemple afghan montre qu'il y a des situations où les arsenaux nucléaires ne servent à rien. Il

démontre aussi que la fidélité obstinée aux principes de la liberté et du devoir de contrer le mal aboutit à la décomposition progressive d'une armée - même lorsque celle-ci dispose des armes les plus évoluées - et finalement la chasse du pays. La possibilité de recouvrer la liberté dépend simplement du prix que nous lui assignons, comme individus et comme nations, parmi nos valeurs. C'est là un très ancien message et les Afghans prouvent qu'il n'a rien perdu de sa validité.

7) Pendant la guerre, les méthodes de guerre psychologique n'ont pu éviter la défaite de l'Armée Rouge parce qu'une petite nation s'est appuyée sur ses racines authentiques et a proclamé le «djidah», la guerre sainte, face au mensonge soviétique. Mais l'échec de la guerre psychologique est relatif, il n'est intervenu que pour ce pays et dans son univers spirituel singulier. L'opinion publique mondiale a quant à elle presque entièrement abdiqué puisque l'issue de la guerre s'est décidée (à la différence du Vietnam) sur le champ de bataille.

8) Les modjahedins ont gagné - à un prix inimaginable pour nous autres en Occident - mais la vraie Guerre Sainte les attend encore. C'est avant tout la décomposition de la société - héritage du communisme et en même temps terrain propice à leurs interventions futures - qu'il leur faudra combattre. Ce ne sont pas les armes qui décideront de l'issue de cette lutte, mais l'effort positif de la Résistance afin de surmonter la décadence provoquée par le communisme et aussi la crise spécifique qui avait permis sa prise de pouvoir. C'est cet effort de construction d'une société nouvelle et de ses institutions (qu'on entrevoit déjà chez les commandants les plus lucides de la Résistance) qui décidera du sort du pays.

Ce problème est commun à tous les pays communistes, confrontés à la même épreuve de décomposition sociale. Et tous devront construire des relations sociales, des institutions et des sociétés nouvelles. (...) L'Afghanistan est donc le premier pays qui pourra vérifier les perspectives du post-communisme...

Jan TESAR

Royalisme

Télés

Il n'y a aucun paradoxe, en ce bicentenaire, à s'interroger sur l'actualité de la monarchie... C'est ce qu'ont fait la deuxième et la cinquième chaînes, en organisant deux débats d'excellente qualité.

Le premier mettait aux prises (si l'on peut employer cette expression pour un débat courtois) notre ami Stéphane Bern, auteur de *L'Europe des rois*, et Jean-Marie Blanquer, animateur du club AD 89. Nos lecteurs peuvent imaginer les termes du débat sur la monarchie, présentée dans son actualité par Stéphane Bern, et contestée pour son caractère décoratif et irrationnel par J.-M. Blanquer. Le sondage effectué par Minitel après l'émission donna un très net avantage au président des Amis de la Maison de France (67,35% d'opinions favorables pour une monarchie constitutionnelle en France).

Quant à l'émission de Frédéric Mitterrand (Du côté de chez Fred, le 9 janvier sur A2), elle réunissait les deux auteurs de l'enquête sur les royalistes (voir p.8), Stéphane Bern, Nicolas Lucas, conseiller municipal d'Angers et conseiller national de la NAR, Bertrand Renouvin et M. Chéreil de la Rivière, royaliste parfaitement courtois, mais aux thèses archaïques et contestables. Remarquablement conduite, l'émission a donné une image exacte du royalisme d'aujourd'hui et de son attitude à l'égard de la Révolution française, sans que les différences d'appréciation et de conceptions ne dégénèrent en polémiques.

Pour conclure, Frédéric Mitterrand cita un passage de la déclaration publiée par le comte de Paris lors de l'élection présidentielle. Le chef de la Maison de France sera certainement sensible à cette attention.

J.B.

Roycos

Stéphane, Yvon, Bébert et les autres

Alors que les royalistes font en ce moment beaucoup parler d'eux pour diverses raisons, le livre-enquête réalisé sur les milieux royalistes tombe à point nommé pour nous rappeler qu'il n'y a rien de commun entre les diverses tendances de ce courant politique.



L'objectif de François Fleutot et Patrick Louis, les coauteurs de cette enquête sur les «amis du Roi» (1) était d'aller à la rencontre de ces 17% de Français qui, dans un sondage paru en janvier 1987, se déclaraient royalistes. Une solution de facilité aurait consisté à aller questionner les responsables des principaux mouvements politiques ouvertement et notoirement royalistes. Au lieu de cela, et ne reculant devant aucun obstacle, ils ont entrepris d'interroger de vive voix ou grâce à un questionnaire, diffusé à plus de sept mille exemplaires, le menu fretin royaliste, n'hésitant pas à braver les réticences de certaines organisations, comme la Restauration nationale.

Le résultat est à la hauteur du travail ambitieux auquel se sont attelés Fleutot et Louis: montrer, faute de pouvoir tracer un

impossible portrait robot du royaliste-type en 1989, que les royalistes sont des gens comme les autres. Le constat, à la lecture des témoignages recueillis, est que les royalistes sont à l'image de la société française. Il y a des utopistes, des têtes brûlées, des farfelus, des tatoueurs, des mondains, des intellectuels, des politiques (de droite comme de gauche), des skinheads, des rockeurs, des nobles, des catholiques, des protestants, des athées, des partisans de l'euthanasie, de l'avortement... et même des gens normaux comme vous et moi.

Mais ce sont évidemment les témoignages recueillis dans les milieux marginaux qui se lisent avec le plus d'amusement. Comme par exemple les propos tenus par Yvon le tatoueur, représentant de la tendance «chouanne, rock et légitimiste» qui n'hésite pas à critiquer les royalistes vieux jeu: «il faut arrêter ces trucs de con, que

l'on pense que c'est des vieux nobles, des vieux machins avec des toiles d'araignée sous les bras. Eux, c'est des anciens combattants, de la monarchie de cimetière».

On rencontre le même genre de propos chez Bébert de Maubert chaud partisan du «comte de Paris, ensuite (du) comte de Clermont, puis (du) petit dauphin Jean» qui s'inscrit en faux contre les actuelles caricatures de camelots du roi «qui ne peuvent avoir qu'une seule aventure dans leur vie, c'est de trébucher sur leur attaché-case»...

D'autres tiennent des propos qui font froid dans le dos. C'est le cas du discours extrémiste du «légitimiste» Marcel Chéreil de La Rivière, candidat du Front national aux élections cantonales de 1985.

Si les royalistes rencontrés par Fleutot et Louis sont d'accord sur une chose, il s'agit du Roi. Mais en ce qui concerne le prétendant, les moyens d'action à mettre en œuvre pour restaurer la monarchie et le rôle du roi, il en va tout autrement: des clivages s'établissent au sein même de chaque famille politique royaliste.

Le mérite des auteurs est d'avoir su conserver aux témoignages recueillis leur spontanéité, de s'effacer derrière leur sujet, de se garder de toute interprétation intempestive même si parfois on sent sourdre une certaine ironie derrière leur commentaire. Les royalistes constitue une mine de renseignements précieux sur les royalistes et à travers eux nos contemporains. Il y avait Harris et de Sédouy, Hamon et Rotman, il y aura maintenant Fleutot et Louis.

Patrice LE ROUE

(1) Les royalistes, enquête sur les amis du roi aujourd'hui, Albin Michel, prix franco 106 F.

A propos de l'égalité

Gérard Leclerc



Le bicentenaire se présente encore à nous comme une énigme. Les travaux historiques de grande valeur auxquels il a donné lieu, les publications innombrables qui se poursuivent, fournissent déjà un matériau de réflexion. Pourtant, rien ne permet encore de dire comment l'opinion publique recevra le message de 1789. L'insupportable gadgétisation des symboles risque de vite lasser. La façon dont seront menés les grands débats médiatiques sera sans doute déterminante. Les premières émissions télévisées (procès de Louis XVI et de Marie-Antoinette) présentent des défauts rédhibitoires. C'est la méthode même du genre qui est contestable. L'association de la reconstitution (forcément allusive) et du débat improvisé (qui n'échappe pas à l'anachronisme) est d'un maniement délicat. La confrontation contradictoire est sans doute plus respectueuse d'un public qui a la possibilité de juger, mais n'échappe pas toujours au manichéisme.

La passion demeure le piège du débat, tant la violence des événements évoqués est prompt à ranimer les braises qui couvent sous la cendre. Les controverses idéologiques ne sont pas les moins redoutables. Sans sagesse, elles peuvent conduire directement au pugilat, sans autre fruit que la confusion et l'incompréhension. J'en veux pour exemple la question de l'Égalité qu'un récent numéro de L'Événement du jeudi reprend, non sans toujours éviter les travers dont certains de ses collaborateurs sont pourtant conscients.

L'INEGALITE CULTURELLE

Rappelant la lutte des constituants contre les privilèges du sang, Michel Winock part en guerre contre « les gens qui n'ont qu'à se donner la peine de têter leurs premiers biberons dans certaines familles pour être assurés, par exemple, d'un droit à l'instruction en principe universel, mais en réalité inégalement accordé ». La véritable inégalité de notre temps serait d'ordre culturel. Rien de plus vrai. Pourtant, je dois avouer une certaine méfiance pour les théories produites à partir d'une telle constatation. Souvent elles mènent directement à une conception totalitaire de l'école. Michel Winock en est d'ailleurs tout à fait conscient et j'adhère sans réserve à la mise au point qu'il opère en conclusion de son article.

« Cela dit, écrit-il, la hantise des privilèges peut avoir des effets pervers : une passion de l'égalité qui conduit à l'égalitarisme peut faire plus de mal à un peuple que l'existence de privilèges. L'esprit sans-culotte qui veut tout aligner, qui tutoie le premier venu, qui ne supporte pas le moindre signe de supériorité, qui conspire chaque jour farouchement à l'égalité universelle, ne trouve jamais à réaliser mieux ses espérances que dans l'alignement des casernes ou dans l'ordre des cimetières. Tocqueville avait observé à quel point les Français étaient plus enclins à l'égalité qu'ils n'étaient prêts au règne de la liberté. Or, si les deux principes de notre Révolution, souvent en contradiction, ne sont pas dans un rapport d'équilibre, nous risquons de voir la liberté s'avilir en licence au profit des riches ou de voir l'égalité paver la voie de l'Etat totalitaire. »

Encore faudrait-il s'accorder sur ce que signifie réellement cette passion de l'égalité qui a justement retenu toute l'attention de Tocqueville. Mon impression est qu'elle est beaucoup plus vécue dans une société libérale sous le mode de la compétition, que celui de la mise à niveau. L'égalité que tous revendiquent concerne le point de départ et non le point d'arrivée. Elle est beaucoup plus motivée par l'égoïsme que par l'altruisme. Que « je » ne puisse disposer des chances de réussite dévolues à d'autres, est considéré comme l'injustice absolue. Qu'en cours de route, beaucoup mordent la poussière soucie beaucoup moins la meute des gagnants qui n'aspirent qu'à la consécration sociale et au gain.

En un certain sens, l'esprit d'égalité tel qu'il est vécu dans nos sociétés est producteur d'inégalités et d'injustices. Clavel avait bien retenu la leçon de Foucault sur la dissémination des luttes de pouvoir dans le corps social. La corruption du sommet (le pouvoir absolu corrompt absolument) pourrait bien avoir envahi l'ensemble de la société après avoir été mythiquement chassé du sommet de l'Etat. La démocratie dans laquelle beaucoup se reconnaissent est beaucoup plus « méritocratie » que régime populaire. Or, en méritocratie, le moteur de la vie économique, sociale, politique, est la course au pouvoir sans merci, quels que soient les facteurs de pondération qui doivent la civiliser. L'individualisme constitue dans ce cadre la philosophie et l'éthique véritables de la compétition. Il est justifié par la dynamique absolue qu'il donne à l'activité humaine et par la seule valeur que la modernité puisse reconnaître : la monade de l'individu. On se garde bien de parler de personne.

Les résultats, nous les constatons, surtout en positif. En négatif, c'est beaucoup plus difficile à admettre. Les dizaines de millions de pauvres ou de nouveaux pauvres aux Etats-Unis et chez nous, nous en connaissons statistiquement l'existence. Une émission de télévision, ici ou là, nous arrachera quelques larmes sur leur sort, et même quelques petits élans de générosité. Il est pénible d'aller plus loin pour constater en définitive notre impuissance. Individus au sein de la masse, nous sommes de moins en moins à même de manifester nos solidarités concrètes. Le voudrions-nous que nous irions à l'encontre de la loi d'airain de notre libéralisme économique. Il nous reste les prophètes comme le Père Joseph Wresinski ou l'abbé Pierre. Il prêcheront longtemps encore dans le désert. La guerre contre la pauvreté, que le fondateur d'Emmaüs ne cesse d'enjoindre aux gouvernements d'engager, se heurte tout simplement au système de compétition indéfini qui promeut l'individu contre toute reconstitution holiste du corps social.

Récemment, dans un lieu d'accueil des nouvelles pauvretés, je me suis trouvé immergé dans cette impuissance. Que faire pour ces filles de vingt ans jetées sur le pavé de notre mégapole, ces cadres de cinquante ans, éjectés sans pitié des entreprises performantes ? Pour tous ces exclus anonymes, l'égalité moderne constitue un piège infernal. Le sentiment de la justice et de l'équité pourrait seul leur être secourable. Ne parlons pas de la charité, qui est simplement l'amour, celui qui brûlait Joseph Wresinski. On pourrait bien se repentir un jour d'avoir exalté l'individualisme sans mesure. Passion de l'égalité, que de crimes en ton nom !

Gérard LECLERC

Le secret du Dr Bougrat

Cela aurait pu être une affaire policière banale. Mais la personnalité du coupable présumé, et... le talent de Christian Dedet font de la lecture de ce livre trois heures captivantes garanties. Ce n'est pas si fréquent !

En mars 1925, Jacques Rumèbe, modeste employé à Marseille, disparaissait alors qu'il transportait la paie des ouvriers. Par un étonnant concours de circonstances son cadavre était découvert quelques semaines plus tard dans un placard secret du cabinet médical du Dr Bougrat.

Etrange médecin que ce Bougrat. Une guerre de 14/18 héroïque, 14 blessures, la légion d'honneur, un beau mariage, une fille. Puis tout bascule. Séparation d'avec son épouse, liaison tapageuse avec une prostituée, dettes criantes, émission de chèques sans provision. La cause était donc entendue: il était coupable et méritait la guillotine. En réalité l'affaire Bougrat commençait.

C'est l'histoire de cet homme étonnant que Christian Dedet raconte dans ce qui est présenté comme un « roman vrai », formule assez maladroite car comment distinguer la vérité de la fiction dans ce livre qui prétend servir à la réhabilitation d'une victime de la justice ? Cette réserve étant faite, nous voilà aux prises avec ce genre de bouquin que, dès la première page lue, on ne lâche plus jusqu'à son terme. Passionnant de bout en bout.

Le procès Bougrat ? La France à peine remise de l'affaire Dreyfus replonge avec volupté dans les délices du déchirement autour de cette cause. A l'issue d'un procès bizarrement conduit l'accusé est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Direction le bagne de Guyane dont Dedet restitue sobrement mais avec une étonnante force d'évocation ce



que fut cette infamie. Le séjour est bref. Cinq mois après l'arrivée c'est la périlleuse évasion. Et de St-Laurent-du-Maroni au Vénézuéla on assiste à la longue et radieuse transformation, la transfiguration même, du bagnard en médecin légendaire après de multiples épreuves mais aussi la redécouverte de l'amour.

Alors Bougrat innocent ? Oui, sans doute, grâce au talent de Dedet et l'on veut bien admettre que Rumèbe fut victime d'un accident thérapeutique. Mais le « secret » du docteur dévoilé à la fin de l'ouvrage n'est qu'une des hypothèses parmi d'autres et n'emporte pas la conviction.

Qu'importe. C'est un livre à ne pas manquer, par la beauté du style, par l'étrange histoire racontée, par les réflexions que le lecteur ne manquera pas de se faire dès la dernière page lue.

Michel FONTAURELLE

Christian Dedet. *Le secret du Dr Bougrat*. Ed. Phébus. Prix franco 140 F.

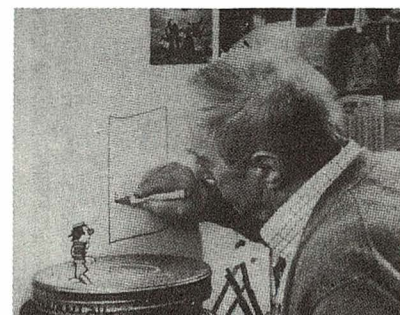
La Table tournante

Le film de Jacques Demy sur, et avec, Paul Grimault, vient rappeler l'existence d'une école française du dessin animé qui n'a rien à envier aux écoles américaine, japonaise ou tchécoslovaque.

En 1980, avec *Le roi et l'oiseau*, le public français redécouvrait les dessins et l'univers si particuliers de Paul Grimault. Le scénario de Jacques Prévert y était pour beaucoup, mais ce serait mésestimer l'immense talent de Grimault que d'attribuer la réussite de ce chef-d'œuvre, au seul auteur de « Paroles ». Car si Paul Grimault est aujourd'hui méconnu, il n'est pas inutile de rappeler qu'il berça les jeudis après-midis de plusieurs générations d'enfants de l'école publique, bien avant que la télévision n'envahisse les foyers français pour y déverser son flot de dessins animés japonais, à l'esthétique exagérément schématique et à la morale plus que douteuse.

La table tournante est l'occasion de voir ou de revoir un certain nombre de courts métrages réalisés par Paul Grimault, depuis ses premiers films publicitaires muets jusqu'au *Chien mélomane* ou au *Diamant* qui datent tous deux des années 70, en passant par des extraits des *Passagers de la grande ourse* lequel ne fut jamais terminé à cause de la seconde guerre mondiale, l'intégralité de *L'épouvantail*, du *Voleur de paratonnerres*, de *La flûte magique* ou du *Petit soldat*, sa plus grande réussite.

Tous ces dessins animés sont d'un esprit typiquement français: de par leur inspiration, leur imaginaire, le message véhiculé, ils font partie intégrante de notre patrimoine culturel et se démarquent des dessins animés américains. Ceux-ci (qu'il s'agisse des Walt Disney, des Tex Avery ou plus



récemment, de *Qui veut la peau de Roger Rabbit* ?) fonctionnent essentiellement sur la vitesse, la fuite en avant et la platitude de l'écran, qui n'a d'équivalent que la platitude de l'univers dans lequel évoluent les personnages. Les dessins animés de Paul Grimault fonctionnent sur un tout autre registre: le rythme est plus coulé, les techniques de coloriage utilisées lui permettent de créer une profondeur de champ et d'en jouer, un peu comme Renoir au cinéma, et ses personnages sont dignes des plus grands films du réalisme poétique français des années trente.

Enfin, le subterfuge utilisé par Jacques Demy et qui consiste à faire dialoguer « Paul » avec ses créatures nous fait passer sans rupture, d'un dessin animé à l'autre. Il nous permet, aussi, d'aller à la rencontre de Grimault lui-même et de nous apercevoir qu'à l'instar d'Hitchcock, il apparaît dans plusieurs dessins animés sous les traits d'un bonhomme de neige, d'un épouvantail ou d'un ours, personnages débonnaires, « pépères », à l'image de Grimault. Ce n'est pas là le moindre mérite de *La table tournante*.

Nicolas PALUMBO

Réactions

Après l'agression contre
Hélène Delavault.

Le comte de Paris déclare:

J'ai toujours réprouvé la brutalité et la lâcheté. Je continuerai, sans cesse, à m'élever contre tous les actes de violence inspirés par la passion politique, raciale ou historique.

Je suis indigné que des monarchistes aient osé s'attaquer lâchement à une jeune actrice, Madame Hélène Delavault, seule sur les planches, qui exerçait ses talents de chanteuse.

Je désavoue les auteurs de tels actes qui ne sont même pas dignes, de ce fait, de se considérer comme des monarchistes.

Comte de Paris
Chantilly, le 9 janvier
1989

Communiqué de la N.A.R.

La NOUVELLE ACTION ROYALISTE condamne l'agression commise contre le théâtre des Bouffes du Nord et les violences physiques dont a été victime la chanteuse Hélène Delavault.

La Nouvelle Action Royaliste rappelle que l'idée royaliste exprime un souci de l'unité contraire à l'esprit de guerre civile qui agite encore certains extrémistes. En portant violemment atteinte à la liberté d'expression, ces extrémistes s'inscrivent de manière explicite dans la logique de la Terreur qu'ils prétendent par ailleurs dénoncer.

Paris, le 7 janvier 1989

Faire pièce aux imbéciles !

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 18 Janvier - Qu'y a-t-il de commun entre Hubert Beuve-Méry, Jean-Marie Domenach et Simon Nora pour n'en citer que trois ? Réponse ils sont tous passés, en 1940, à l'école des cadres d'Uriage créée par le secrétariat de la jeunesse de Vichy. Cette étonnante école, qui a curieusement fourni de nombreux cadres à la Résistance, vient d'être étudiée par Pierre BITOUN dans son livre «Les hommes d'Uriage» qu'il viendra nous présenter.

Mardi 25 Janvier - Qui ne connaît la revue «Esprit» et l'influence qu'elle a exercée et qu'elle exerce dans le monde intellectuel ? Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier, elle fut dirigée successivement par Albert Béguin, Jean-Marie Domenach et Paul Thibaud. Ce dernier vient de passer le relais à Olivier MONGIN qui prend la suite de cette lignée exceptionnelle. Le nouveau directeur viendra nous en présenter l'histoire et nous expliquer l'esprit qui anime son équipe.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription «Royaliste». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

MESSE LOUIS XVI

La messe traditionnelle à la mémoire de Louis XVI sera célébrée le samedi 21 janvier, à 12 h 30, en l'église St-Germain-l'Auxerrois (2 place du Louvre - face à la colonnade, Paris 1er). A 13h45, repas amical au Relais du Sud-Ouest, 154 rue St-Honoré -salle du 1er étage- dans la limite des places disponibles.

THEATRE

A l'occasion de l'anniversaire de la mort de Louis XVI, «Le théâtre du Tambour royal» organise une représentation exceptionnelle de la pièce «Le procès Louis XVI» de Romain Cocheril (voir Royaliste numéro 504), le 21 janvier à 15 heures. Nous ne saurions trop inciter nos lecteurs à encourager cette initiative. Réservation par correspondance ou par téléphone. Théâtre du Tambour royal, 94 rue du Faubourg du Temple, 75011 Paris (tel.: 48.06.72.34).

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en deux formats.

Tarif - Format 9x13 : 10 F franco - Format 13x18 : 28 F franco.

COMTE DE CLERMONT

Le comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, publie une lettre d'information bimestrielle dont quatre numéros sont déjà sortis. Elle contient d'une part un éditorial où le Prince donne son point de vue sur les grands problèmes de notre temps, d'autre part des informations sur ses activités et les échos qu'elles ont trouvés dans les médias. Elle n'est diffusée que sur abonnement. Prix de l'abonnement pour six numéros 50 F (soutien 150 F - bienfaiteur 500 F). Les abonnements et le règlement correspondant doivent être adressés à l'ordre du CERFC, 38 rue Boileau, 75016 Paris.

ALLIANCE ROYALE

L'association des Amis de la Maison de France publie tous les deux mois un bulletin «Alliance Royale», dont le numéro 19 vient de sortir. Cette association s'est donné pour but de réunir tous ceux qui désirent témoigner de leur affection à la famille de France, et faire connaître et promouvoir la pensée du comte de Paris. Nous incitons nos lecteurs à y adhérer et à y faire adhérer leurs amis. Adhésion annuelle: 100 F à adresser aux «Amis de la Maison de France» - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

Demande de documentation

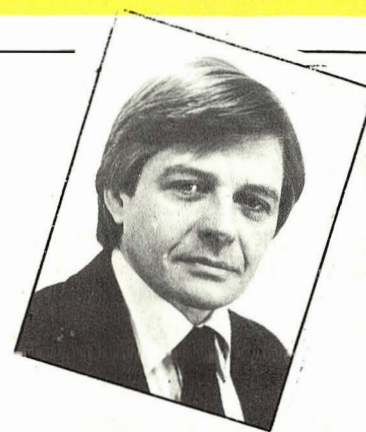
Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom: _____
Prénom: _____
Date de naissance: _____ Profession: _____
Adresse: _____

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Lettre ouverte à Régis Debray



Cher Régis Debray, Entre nous il y a débat, public mais non spectaculaire, depuis que vous avez donné au livre d'Yves La Marck sur la monarchie et la politique étrangère la belle et forte « préface d'un républicain » (1). Votre « Que vive la République » (2) me permet de reprendre ce dialogue, avec une amitié qui exclut toute complaisance.

A un moment où trop de responsables politiques renoncent à penser, il est bon que quelques uns fassent retour aux origines de leur tradition. D'ordinaire, ce cheminement aboutit à une critique qui détruit parfois la fidélité et interdit l'engagement, parfois les renouvelle et les renforce. En ouvrant votre livre, je m'attendais à cette critique de la tradition et de la raison républicaines, non pour en tirer argument, mais parce que je souhaite que le débat progresse. Or vous voudriez que les choses redeviennent comme avant. Aussi, ne vous étonnez pas que je reprenne les objections classiques déjà faites à notre ami Claude Nicolet (3).

ETRE CONTRE

En résumé, je lui disais que la République est un régime politique introuvable parce qu'elle a tenté de se construire contre des ennemis - ce qui est contradictoire avec ses propres principes d'unité et d'indivisibilité. Et c'est bien là le bon vieux temps que vous regrettez, en proclamant qu'« un républicain n'est jamais antirien » et que « les antimonarchistes en 1792 et 1848; les anticléricaux de 1877 à 1914; les antifascistes de 1925 à 1945 (n'oubliez pas tout de même qu'ils comptaient parmi eux le comte de Paris !); les anticolonialistes de 1948 à 1958 (même remarque) ont tour à tour imposé et fait vivre l'idée républicaine ».

Cette logique militante ne permet pas de fonder une politique durable. Si l'ennemi disparaît, on découvre le vide et l'angoisse, car comment exister sans cet Autre abominable dont on a tant besoin ? Trois réponses sont possibles, que vous essayez tour à tour :

Désigner un nouvel ennemi. Ce serait, selon vous, le règne de l'image

et de l'argent. L'inconvénient, c'est que de tels ennemis sont terriblement séduisants et qu'on ne peut pas atteindre en frappant, symboliquement ou non, des personnes. Pour détruire la double dictature de la « communication » et de l'argent il faudrait refaire une révolution, ce qui ne serait pas pour nous déplaire. Mais comment ?

Inventer un ennemi. Pour vous, c'est François Furet, petit satan du bicentenaire, coupable d'avoir été sacré « roi » par « Le Monde » (vous laisseriez-vous prendre aux artifices médiatiques que vous réprouvez ?) et maudit pour avoir osé montrer que la Révolution française pouvait être soumise à une critique historique, extérieure aux passions. Qu'importe. Voici François Furet placé au « centre droit » et la fondation Saint Simon transformée en officine réactionnaire. J'attends un abbé Barruel républicain qui comparera son influence diabolique à celle des francs-maçons de la légende contre révolutionnaire.

Ressusciter un ennemi. Le voici, dans votre livre, sous les traits du bon diable Chaunu, qui a l'avantage de défendre les Vendéens et de cracher devant le lycée Turgot. Hélas pour vous, la Vendée de 1989 n'a pas pris les armes, et les royalistes, vous le savez, ne sont plus ce qu'ils étaient - à l'exception d'une poignée d'extrémistes condamnés par le comte de Paris.

Non, décidément, vous ne ranimerez pas l'esprit de défense républicaine en désignant de tels ennemis. Cela dit, je crois comme vous qu'on ne peut se satisfaire d'un consensus qui s'achète au prix de trop de silence et de trop de prudences face aux injustices.

RES PUBLICA

Il est donc nécessaire de poser à nouveau la question des valeurs positives qui fondent la République. Mais là encore je suis déçu de vous voir reprendre, sans examen, le vieux discours républicain sur la Morale, l'Ecole et la Nation. J'ai même retrouvé trace de la méfiance des républicains à l'égard de la démocratie puisque, tout en faisant de la République un régime fondé sur l'opinion, vous vous plaignez qu'elle soit asservie.

Mais, pour éduquer le peuple, quelle morale allez-vous désormais enseigner ? Et comment mobiliserez-vous l'école contre le nouvel obscurantisme ? Vous savez bien que la morale laïque enseignée dans les écoles de la 3ème République enseignait le devoir de se faire tuer pour la patrie, pratiquait une religion sacrificielle de la nation, cultivait un nationalisme belliqueux. Vous regrettez ces temps héroïques. Mais croyez-vous qu'il faille en souhaiter le retour, alors que la France s'est faite avant la Révolution et continue d'exister aujourd'hui sans pratiquer ces cultes douteux ?

La religion républicaine fait partie de notre mémoire collective, mais nul ne peut la restaurer. Ce fait politique et social ne disqualifie pas l'idée de République, dès lors que celle-ci est définie comme souci du bien commun, présence et développement de l'Etat de droit et, pour nous autres citoyens, volonté de service. C'est dans ce service civique que nous nous retrouvons, cher Régis Debray, avec les mêmes exigences quant à l'indépendance et à la dignité de la Res Publica. S'il faut des citoyens pour la vivre, il faut aussi un Etat pour donner force à sa loi, et quelqu'un qui puisse la représenter. Le vieux républicanisme voulait des citoyens, mais le moins d'Etat possible, et personne pour l'incarner. Puis, pour répondre à l'attente des citoyens, des institutions qui s'inspirent de toute notre tradition nationale ont été établies. Avec le général de Gaulle, puis avec François Mitterrand, elles ont trouvé des hommes ayant le sens de l'Etat. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que nous votions tous deux de manière identique... Mais nous sommes dans le temporaire, alors qu'une politique doit s'inscrire dans la durée. Vous connaissez ma réponse monarchiste et royaliste qui ne récuse ni ne détruit aucune mémoire, aucune fidélité, puisque le prince, serviteur de la Res Publica, ne saurait avoir d'ennemis...

Bertrand RENOUVIN

- (1) Editions Royaliste, 1985. Prix franco 98 F.
- (2) Editions Odile Jacob, janvier 1989. Prix franco 110 F.
- (3) auteur de « l'idée républicaine en France » (Gallimard). Prix franco 148 F.